

Education: grève peu suivie mais manifestations pour un "plan d'urgence"

Paris, 23 sept. 2021 (AFP) -

Ils évoquent de "petits salaires", des conditions de travail dégradées, un "mal-être": plusieurs milliers d'enseignants ont manifesté jeudi en France pour demander "un plan d'urgence" pour l'Éducation nationale, alors qu'un faible taux de grévistes était enregistré dans les établissements.

Cette première journée nationale de grève dans l'Éducation nationale depuis la rentrée s'est traduite, à la mi-journée, par un taux de grévistes de 3,96% dans le primaire et 6,19% dans le secondaire, selon le ministère, mais respectivement de 15% et 32% d'après les syndicats. Elle se tient à l'appel de l'intersyndicale CGT, FSU, FO et SUD.

"Il y a un mal-être parce qu'on manque de moyens, personne ne veut faire notre métier. Il ne fait plus rêver", affirmait, amère, une manifestante à Paris, Marion Fouret, 46 ans, professeure des écoles en réseau d'aide spécialisée aux élèves en difficulté à Villejuif (Val-de-Marne).

Guislaine David, secrétaire générale du Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire, assure que le "taux de 15% d'enseignants grévistes ne reflète pas le mécontentement actuel". "La crise sanitaire, les fermetures de classe en cas de Covid et la rentrée encore proche font que les enseignants ne sont pas très engagés, car ils ne veulent pas pénaliser les familles", dit-elle à l'AFP.

Elle pointe aussi la situation des accompagnants d'enfants en situation de handicap (AESH). "Ils n'ont toujours pas de véritable statut et de salaire correct pour le moment. Ce sont des contrats précaires, payés en dessous du Smic". Pour Sophie Vénétiay, secrétaire générale du Snes-FSU, premier syndicat du secondaire (collèges et lycées), le taux de grévistes (32% selon le syndicat) "montre que les enseignants sont prêts à agir et à se mobiliser, ils veulent un plan d'urgence pour l'Éducation". "On a encore perdu 650 places au concours, des places qui ne trouvent pas preneurs parce que le métier n'attire plus", affirme-t-elle.

- "Crise des vocations" -

A Marseille, un cortège de plusieurs centaines d'enseignants s'est élancé, trois semaines après les promesses d'Emmanuel Macron de construire "l'école du futur" dans la cité phocéenne. "Abandon du projet d'expérimentation Macron, ni à Marseille ni ailleurs", pouvait-on lire sur une banderole.

A Lille, quelque 400 personnes ont défilé sous des pancartes appelant à "plus de moyens, moins de mépris". "Il y a une crise des vocations due aux conditions de travail et à la rémunération. Il faut un bac+5 pour passer le concours, or on n'a pas du tout le salaire qui correspond à n'importe quel salarié de ce niveau ailleurs", affirme Marc Enjalbert, professeur des écoles, SNUipp.

A Metz, parmi une petite centaine de manifestants, Margaux Duplenne, 27 ans, se dit "déçue" de ce métier qu'elle a commencé à exercer il y a trois ans. "Ce n'est plus du tout le métier qui me faisait rêver et que je me voyais faire jusqu'à ma retraite", lâche l'enseignante en maternelle à Forbach. Elle dénonce le manque d'AESH et le nombre élevé d'élèves par classe - "jusqu'à 32" - qui rendent difficile l'accueil d'élèves en situation de handicap, "à la limite de la maltraitance pour certains enfants", selon elle.

A Paris, Louis Dumoulin, 26 ans - qui vit sa première année de titulaire comme professeur d'histoire-géographie dans un collège de Créteil (Val-de-Marne) - parle de "conditions de travail extrêmement dures": "il y a un ras-le-bol quand on se dit qu'on est aussi peu payé".

Manifestante de 43 ans, Juliette Isambert, professeure de physique-chimie dans un lycée de Montrouge (Hauts-de-Seine), regrette que les enseignants aient de "tout petits salaires": "Je suis mariée (...) mais je ne sais pas comment on fait en région parisienne quand on est seul, à cause du prix des loyers".

Selon les annonces faites mercredi, l'Éducation nationale, premier poste du budget de l'État (56,5 milliards d'euros), va bénéficier en 2022 d'une rallonge de 1,7 milliard d'euros avec un coup de pouce donné aux salaires.

Quelque 700 millions d'euros seront dédiés à la "revalorisation de l'ensemble des personnels", notamment pour améliorer l'attractivité des débuts et milieux de carrières, alors que les enseignants français figurent parmi les





PAYS :France
SURFACE :103 %
PERIODICITE :Quotidien



► 23 septembre 2021 - Edition Fil Gen

moins bien payés des pays de l'OCDE.
asm-ati-rbo/lbx/bow

Afp le 23 sept. 21 à 18 08.

